



ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'IDENTITE DES PYRENEES

Compte – rendu du voyage d'étude

Asturies, Espagne – 26 au 29 novembre 2007 Réserve de Somiedo – Parc et sentier de l'ours à Proaza

***Participants :** François ARCANGELI, Adet, maire d'Arbas - Magali BONIFACE, Addip - Marie-Lise BROUEILH, Addip - Augustin BONREPAUX, président du Conseil Général de l'Ariège - Jean-Jacques CAMARRA, Équipe Technique Ours - Claude CARRIERE, Addip - Rolland CASTELLS, maire de Bagnères de Bigorre, conseiller général des Hautes-Pyrénées - Fernand ESTEREZ, Fédération Chasseurs Pyrénées Atlantiques - Thierry GALIBERT, Direction Environnement Midi-Pyrénées - Denis LAURENS, inspecteur général de l'environnement - Marcel MINVIELLE, maire d'Etsaut - Jérôme OUILHON, Fiep - Sébastien PAULY, Fédération Chasseurs Ariège - Georges RIBIERE, inspecteur général de l'environnement - Jean-Luc TRONCO, Sous-Préfet des Pyrénées Atlantiques.*

Introduction

Dans le cadre d'une mission de comparaison entre les situations rencontrées dans différents pays où vivent des ours, le Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement Durable a organisé en Espagne le premier de **4 voyages d'étude** à l'étranger programmés jusqu'au printemps 2008. Ces déplacements s'inscrivent dans l'évaluation à mi-parcours du plan ours 2006-2009, confiée à Messieurs Denis Laurens et Georges Ribière, inspecteurs généraux à l'Environnement.

En préambule à ce voyage, nous avons dû négocier une **meilleure représentativité** au sein de la délégation, obtenant trois membres de l'ADDIP sur 14 participants presque tous pro-ours, ainsi que la possibilité d'une rencontre sur place avec des interlocuteurs locaux alternatifs de ceux imposés par le programme, que les ministères français et asturiens ont d'ailleurs tenté d'empêcher. Nous avons rappelé aux organisateurs que notre participation ne devait pas être interprétée comme une acceptation de la coexistence avec l'ours ou le loup, pas plus que notre adhésion à un quelconque processus de décision.

Notre voyage a conforté tout le bien fondé de nos réserves. Sur place, nous nous sommes attachés à évaluer le plus justement possible l'expérience asturienne, dans sa globalité. Notre vigilance, nos questions nombreuses et ciblées appuyées sur le travail préalable de l'association ont mis à jour, pour nous comme pour les autres membres de la délégation, l'évidence de l'**impossible transposition** du modèle asturien à nos Pyrénées.

I. Contexte

La Principauté des Asturies, dotée d'un gouvernement autonome, est située sur la côte nord de l'Espagne, au bord de l'océan Atlantique. Les Asturies s'étendent d'est en ouest sur 170km, pour une superficie de 10 000 km². Les fortes densités de population humaine sont concentrées sur la côte (Oviedo-Gijón), où vit un million d'habitants dans un paysage entièrement urbanisé jalonné de zones industrielles et d'infrastructures portuaires.

L'arrière-pays, et notamment le sud d'Oviedo, but de notre visite, souffre depuis 40 ans d'une gravissime **désertification rurale** propre à l'histoire du pays qui a entraîné l'abandon définitif de centaines de villages en Espagne. Alors que la présence de l'ours y est discontinuée, le lien de la présence humaine et économique est rompu dans ces vallées reculées depuis 40 ans. Ainsi Somiedo, siège de la réserve de biosphère, est une commune unique de 29.000 hectares, pour une population de 1.500 habitants seulement répartis en 38 localités.

Le territoire de l'Oso Pardo (l'ours de couleur brune) s'étend sur 4 régions mitoyennes du nord de l'Espagne, en deux noyaux séparés, l'un de 120 ours environ, l'autre d'une vingtaine d'ours. Les Asturies abritent 90 ours environ sur 19 de leurs 78 Consejos (communes), soit environ 206.000 hectares.

Caractéristiques de la zone : altitude moyenne (1.000 mètres environ, point culminant à 2.200 mètres) ; relief calcaire et accidenté, creusé de vallées profondes ; alternance de friches, pâturages et prés de fauche en fond de vallée ; au dessus, forêt sèche de feuillus (chênes, hêtres, châtaigniers ...) qui cède la place vers 1.200 mètres aux « branas » (estives, prononcer bragnas) souvent gagnées par le « matoral », (broussaille qui colonise les espaces non pacagés). Dès 1.500 mètres, milieu minéral sans végétation. La « montagne à moutons » pyrénéenne (hautes estives verdoyantes de 1200 à 2500 mètres) n'a pas son équivalent ici.

II. Présentations réalisées pendant le voyage d'étude

→ « **La politique de Récupération de l'Ours Brun Cantabrique** » Par Juan Carlos Juarez, du Ministère de l'environnement et du développement rural des Asturies, responsable du service Vie Sauvage.

Après une journée entière de voyage, nous sommes chaleureusement accueillis pour notre première matinée de travail par les représentants du « ministerio del medio ambiente » de l'autonomie des Asturies. Un diaporama illustre les motivations, les objectifs et les résultats du plan de « récupération » de l'ours brun Cantabrique.

Motivations : selon Juan Carlos Juarez la récupération de l'ours des Cantabriques est indissociable du contexte économique d'abandon des zones rurales après la fermeture des dernières mines dans les années 70-80, simultanée avec le seuil critique atteint par la population d'ours au même moment. Le projet de développement touristique porté par la mise en valeur de l'image de l'ours semble avoir été **l'outil unique de la survie économique**, et de la survie tout court, d'une zone qui a refusé la mort programmée de ses villages.

Législation : En 1991, le **Catalogue Régional des Espèces menacées de la faune vertébrée de la principauté des Asturies** est créé, il répertorie l'ours brun de cantabrique comme « **menacé d'extinction** », ce qui entraîne en application de la loi nationale espagnole la mise en place en 1992 d'un « plan de récupération » de l'espèce.

Population : 50 ours vers 1960, stabilisation vers 1990 autour de 70 individus, 120 à 150 ours en 2006. « la population d'ours **aura toujours besoin d'une préservation active** des hommes pour assurer sa survie » nous dit-on pourtant. Dans ce but, les spécialistes espèrent réunir les deux noyaux de peuplement qu'une zone humanisée « avec des stations de skis, beaucoup de touristes, des routes et une autoroute » empêche de fusionner. A l'exception de cette zone, pratiquement tous les 19 « consejos » sont sous statut Natura 2000. La fusion des deux noyaux sera un « processus long » nous répond, de manière énigmatique le responsable de Madrid.

Dommages : **l'élevage ovin a disparu** (121 ovins sur les 38 localités de Somiedo), et l'élevage bovin est moins sensible aux attaques d'ours. 100.000 € environ sont versés par an pour les dommages d'ours, essentiellement pour les dégâts sur les ruches, attaquées quotidiennement, mais « que les habitants rechignent à protéger ». Le loup attaque également, l'indemnisation est majorée de 20%.

Moyens : Nous aurions aimé connaître le coût global du plan ours, et l'estimation globale des retours économiques de cette opération : personne, pas même le ministère concerné, ne semble les avoir évalués. Le suivi et le recensement des ours semble mobiliser d'énormes moyens, **difficile d'en évaluer l'importance** : Combien de personnes sont affectées au suivi des ours ? 5 hommes dans la patrouille-ours nous répond-on, « plusieurs » personnes dans les bureaux, 150 garde-chasse, mais « partiellement », « plusieurs » techniciens des ONG : La Fondation Oso Pardo, Fondation FAPAS, Fondation Oso Asturiano . Nos interlocuteurs répondront de façon imprécise à nos questions. Pour l'exemple, le budget du Fapas dépasse 1,2 millions d'euros par an. Elles ont d'énormes moyens financiers provenant de banques et grandes industries . La gestion de l'ours est une vraie « usine à gaz » : les structures se superposent, les intervenants sont en nombre pléthorique et l'ours permet à tous d'être abondamment servis.

→ **Proaza - Rencontre avec la conseillère à l'Environnement et au Développement Rural**
équivalent du ministre dans la Communauté Autonome de la Principauté des Asturies

Nous nous attendions à un échange sur la biodiversité, nous avons reçu une **démonstration des bienfaits économiques** de l'image de l'ours dans les Asturies : en 10 ans, le PIB de la commune de Somiedo est passé de la 77^{ème} place (sur 78) à la 40^{ème} ! Le nombre de lits d'hôtel dans la localité est passé de 80 à 780 ...

Le Parc Naturel de Somiedo a-t-il rempli sa mission statutaire d'assurer également le développement des activités traditionnelles ? L'exode rural a-t-il été freiné ? Les statistiques économiques (disparition de l'élevage ovin, stagnation démographique) semblent démontrer **que le parc peine à remplir ces missions** pourtant essentielles. Notre voyage servirait t'il un plan marketing asturien ? La conférence de presse qui suivra relatera largement dans la presse espagnole le « succès total » de la récupération de l'ours, offert tel un paquet cadeau à la délégation française.

→ **Proaza – Visite du Parc de Vision des ourses Paca et Tolla, de la Maison de l'ours, de la Senda del Oso (sentier de l'ours)**

Un parc grillagé de 4 hectares, cerné par un sentier goudronné, offre à 60.000 visiteurs par an le spectacle de deux ourses cantabriques en captivité. Les autorités ont décalé l'heure de leur repas pour que nous puissions voir de près, juste derrière les grilles, ces deux énormes bêtes de 150 kilos chacune. Le maire de Proaza, ravi, nous expliquera qu'il a obtenu le droit de les faire inséminer artificiellement, afin d'assurer leur descendance. Ces ourses en vitrine font le spectacle et rende le maire « heureux ».

La maison de l'ours présente une exposition sur la place de l'ours dans les Asturies, et propose un programme d'éducation para scolaire à l'environnement qui a concerné 900 enfants en 2006 , ce qui reste très modeste.

Le sentier de l'ours est aménagé au fond de la vallée, sur l'ancien tracé de la ligne qui acheminait en train le charbon extrait des mines. Plat, goudronné, il est parcouru par des milliers de piétons, de cyclistes, de cavaliers.

→ **Proaza – Présentation de la situation globale des grands prédateurs dans les Asturies – par Anton Alvarez Sevilla, expert des races d'élevage autochtones asturiennes**

Nous avons souhaité aborder le problème global des grands prédateurs, et notamment de l'expansion du loup dans les Asturies, en particulier dans la région des Picos de Europa, point culminant du massif, aux confins de la Cantabrie. Anton, éleveur de chevaux « Azturcon » avec qui nous travaillons depuis plusieurs mois est venu nous expliquer les ravages du loup sur l'écosystème asturien de cette zone : en 10 ans, diminution du cheptel ovin transhumant de 95% ; ensauvagement des espaces par l'abandon des estives et **recul conséquent de la biodiversité** par la fermeture des milieux. Perte du patrimoine génétique d'espèces autochtones rares, en phase de « récupération » au même titre que l'ours super-protégé.

Relayé par Marie-Lise Broueilh, qui livra son expérience d'éleveur et de présidente du syndicat de la race ovine « Barèges-Gavarnie », ils ont signifié devant un public attentif à nos arguments notre volonté de nous engager à des actions communes au niveau européen, pour inscrire comme le prévoit la Convention de Rio la biodiversité ordinaire et agricole au même titre que la biodiversité sauvage au patrimoine de l'humanité qu'il est essentiel de sauvegarder pour les générations futures.

→ **Pola de Somiedo – Rencontre avec les Chasseurs, la Fondation Oso Pardo, le Fond Asturien pour les Animaux Sauvages – FAPAS**

Ces trois intervenants majeurs du plan ours dans les Asturies participent activement au suivi et au recensement des populations d'ours. Relevés de traces sur le terrain, plan annuel de comptage des ourses suitées, suivi par caméra et appareils photos automatiques permettent d'évaluer la santé globale et individuelle des ours.

Malgré ces moyens, personne n'a pu nous donner une répartition plus fine des ours que les habituels « 90 ours environ dans les Asturies ». Combien à Proaza, autour du sentier de l'ours, ou à Somiedo ?

Les chasseurs sont indispensables au suivi de l'ours, et la chasse est indispensable à la régulation des sangliers, qui sont en concurrence alimentaire directe avec l'ours. La carte annuelle donne droit à 7 battues pour la saison, plus 5 sorties individuelles. Les chiens doivent être tenus en laisse jusqu'à la poursuite d'une trace fraîche. L'usage de Talkie-walkie est autorisé. Autogestion des quotas, protocole impliquant les chasseurs, sessions de formation organisées pour différencier l'ours du sanglier font qu'aucun accident n'a été relevé depuis des années. A partir du 1^{er} décembre, la chasse est fermée pour cause d'hibernation.

Jusqu'en 1976, la chasse était totalement interdite sur ces anciens domaines royaux. L'ours est vécu comme celui qui permet la chasse. De plus l'autonomie rétrocède une partie des droits perçus sur les permis : pour 150 chasseurs, Somiedo reçoit 150.000 € par an, plus 300.000 euros de prise en charge des dégâts du gibier.

→ **Visite du centre d'information du parc naturel de POLA DE SOMIEDO –
Rencontre avec des représentants du secteur du tourisme de SOMIEDO et de PROAZA
→ Rencontre avec les maires de SOMIEDO, de PROAZA et d'autres villes et villages,
des Députés, des représentants du Gouvernement de la Principauté des Asturies...**

Environ 120.000 personnes ont fréquenté le parc de Somiedo en 2006. L'hébergement est développé sous la forme de petites unités de 19 chambres maximum, soit 38 lits. L'occupation moyenne serait de 20 semaines/an. Le taux de subvention à l'investissement de 33%. **Les professionnels de la délégation s'interrogent** sur la viabilité en France, où le système social et fiscal est nettement moins avantageux, de ce type d'hébergement. Nous ne parviendrons pas à savoir combien d'emplois ont été créés, ni quel est le chiffre d'affaire moyen d'un hôtel rural ... A part la vente de produits dérivés à l'image de l'ours, aucune autre activité à vocation touristique n'est développée : parapente, escalade, rafting, canoe, ski sont totalement interdits dans la réserve.

Les élus sont unanimes : freiner l'exode rural, le recul économique, est **une question de survie pour les zones de montagne** des Asturies. Il n'y a pratiquement plus d'élevage, aucune industrie, le rééquilibrage territorial passait donc par le seul atout de cette région : une nature nommée « sauvage » parce que de nombreux villages abandonnés, à laquelle l'ours donne un crédit de « haute conservation ». Aujourd'hui, pour les élus, « **le grand défi n'est pas l'élevage mais la maîtrise de l'urbanisme** ». La priorité est donnée à la construction de résidences de loisirs, et d'habitations familiales pour la population prévoyant gîtes ou chambres d'hôtes . 13

millions d'euros de fonds européens ont financé 150 projets à Somiedo entre 2002 et 2006. Mais le prochain volet d'infrastructure devra être financé davantage par la Région autonome, les fonds européens étant en baisse.

La députée insistera beaucoup sur la capacité politique propre aux régions autonomes, et particulièrement aux Asturies **d'associer à l'élaboration des lois le plus grand nombre d'acteurs possible**. Ainsi chaque texte peut être modifié et amendé par n'importe quel groupe socio-professionnel, au point que chaque projet de loi comporte lors de son vote autant de paragraphes d'origine que de passages améliorés. C'est selon elle la condition sine qua non pour que les populations s'approprient les décisions, et ensuite les acceptent dans la durée.

→ Villar de Villas - Visite de l'estive et des Branas - Rencontre avec les éleveurs

Dans le décor de carte postale qui figure sur tous les prospectus, devant les granges « celtiques » aux toits de chaume conservés, les éleveurs bovins (plus aucun éleveur ovin professionnel dans le Consejo) expliquent comment ils ont relancé la race asturienne à viande. Leur coopérative d'engraissement permet à 16 éleveurs de gagner correctement leur vie. L'absence d'attaque sur les 800 bovins de l'estive nous interroge. De même que la provenance des piles de balles d'ensilage qui s'accumulent autour du village. Aucun bâtiment agricole récent à Villar, mais partout des petites granges vétustes de 10 vaches au plus. Le montant des subventions agricoles qu'un des élus nous annonce semble très largement supérieur aux barèmes de la PAC. Il doit être vérifié. L'Autonomie intervient à plusieurs niveaux.

Les éleveurs transhumants d'Estremadura, à l'ouest, n'estivent plus : l'étagé non pacagé par les vaches est envahi de broussailles et de genêts. En France il gagnerait les petits sentiers et les fermerait, mais ici **pas de GR, ni de sentier balisé**. « Le parc est un des plus restrictif d'Europe pour le tourisme ». Le chemin d'accès est large et cimenté. Sur 5km, des milliers de touristes l'empruntent à pied jusqu'à l'estive, située à 1300 m. « Sans l'ours et les touristes, nous disent les éleveurs nous ne serions plus là. Sans nous l'ours et les touristes ne seraient pas là. Rien ne peut se faire sans la population, et surtout sans les éleveurs ». Ils siègent d'ailleurs au Conseil du Parc. Chacun a dans sa famille un garde ou un employé du parc, ou tient un gîte. Cette pluri-activité, si elle ne crée pas de croissance démographique, maintient au pays une population prête à de grands sacrifices pour y rester. Les éleveurs sont fiers d'avoir contribué à la sauvegarde de l'ours Cantabrique. Mais à la question auriez-vous accepté de renforcer votre population avec des ours slovènes, ils ont préféré s'abstenir de répondre.

Analyse

Le modèle asturien n'est pas reproductible sur l'ensemble du massif pyrénéen. Cela a bien fonctionné chez eux car certaines conditions étaient remplies :

Un territoire historiquement coupé du développement économique, une région vidée de ses hommes par l'exode rural des années 50, puis par la fermeture des mines dans les années 80 ont largement contribué, avant toute politique de préservation, à la sauvegarde de l'habitat de l'ours des Cantabriques. (exemple : seulement 3 stations de skis sur tout le massif cantabrique).

La loi de protection des espèces menacées, l'implication de tous les élus et habitants, prêts à tous les sacrifices pour rester au pays, l'apport financier généré par le tourisme, la rareté des attaques aux troupeaux, uniquement bovins, le rôle reconnu des éleveurs dans la gestion du patrimoine montagnard, et l'octroi de droits nouveaux pour les chasseurs ont favorisé l'acceptation d'une population d'ours, et permis son augmentation.

Dans les Pyrénées, 40 ans de politique de développement rural ont réussi à maintenir nos territoires actifs, habités et vivants jusqu'au plus petit village de la chaîne, tout en gardant une population d'ours, même faible. Le pastoralisme, premier acteur de la protection de l'environnement en montagne, a permis une ouverture et une diversité biologique des milieux et des espèces remarquable. Un équilibre qui n'a rien à envier aux Asturies.

Des stations de ski dans presque toutes les vallées, du thermalisme et des centres de remise en forme, des activités de loisirs et des sports de nature divers et variés, des exploitations forestières, des centrales hydroélectriques, quelques activités industrielles de haute technologie, la liste est longue pour rendre compte du développement du massif pyrénéen.

Tous les participants au voyage se sont accordé à reconnaître que la restauration de la population d'ours en France a été une suite d'échecs successifs. Nous jugeons que l'Etat a commis de graves erreurs : d'une part en n'associant pas les habitants et les éleveurs qui ne sont représentés dans aucune des instances de décision. D'autre part en considérant uniquement la question de l'ours par « la lorgnette nature sauvage », ignorant l'impact global des décisions prises et leurs répercussions transversales sur l'ensemble des composantes du massif.

III. Perspectives

Le premier intervenant asturien de ce voyage nous avait proposé, comme un paquet cadeau « d'emporter le modèle de Somiedo dans les Pyrénées ». La même personne, deux jours plus tard, a conclu notre voyage par ces mots : «un territoire doit choisir. Personne ne sait mieux qu'à l'intérieur d'un territoire ce qui est bon pour lui ».

Le voyage dans les Asturies a permis de rebattre les cartes de la question de l'ours dans les Pyrénées. Nous revenons légitimés par le ministère dans le rôle incontournable que nous avons à jouer pour sortir de 10 ans d'une crise préjudiciable à tous, dans lequel notre interlocuteur ne pourra être que l'Etat.

Avec cette expérience, le débat s'élève enfin au-delà de la question simpliste « pour ou contre l'ours ». Tous les éléments que nous rapportons des Asturies démontrent objectivement comment la « récupération de l'ours », comme on le dit à Somiedo, ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un développement durable et global du territoire incluant toutes ses dimensions environnementales, économiques et sociales.

Il nous appartient de faire des **propositions concrètes d'avenir pour les Pyrénées** qui, s'inscrivant dans ce triple cadre, porteront des projets concrets de développement durable dans les rôles qui ont toujours été les nôtres, adaptés aux spécificités territoriales des Pyrénées mosaïque de situations différentes : **production agricole pour nourrir les hommes, - création et maintien de paysage et de biodiversité, - offre de sites et d'activités de loisir pour ceux qui les visitent, - emplois et plaisir de vivre pour ceux qui y habitent.**

Nous allons y travailler activement.

ADDIP, 30.11.2007